# Discours de Kwame Nkrumah à la conférence internationale des états indépendants d'Afrique

Le 24 mai 1963, 32 pays africains à peine indépendants se sont rencontrés dans la capitale éthiopienne, Addis-Abeba, afin de «*trouver des moyens d'unir le continent*». A cette occasion, Kwame Nkrumah donna ce qui devint « *l'un des plus grands discours de sa vie, un discours qui tient lieu de modèle définitif d'une unité africaine forte, mais jusqu'à présent tristement insaisissable*« .

« Nous avons vu, dans le cas des États-Unis, comment les éléments dynamiques de la société avaient compris le besoin d'unité et même d'une guerre civile cruelle pour maintenir l'unité politique, menacée par les forces réactionnaires. Nous avons vu également, dans le cas de l'Union soviétique, comment la création d'une unité continentale n'impliquant pas l'abandon de la souveraineté nationale des États fédérés a donné un dynamisme qui a fait passer cette société, en un temps remarquablement court, d'un retard extrême à une puissance extrême. Ainsi, les exemples que nous avons sous les yeux prouvent qu'en Afrique, nous avons les ressources, réelles et potentielles, permettant de fonder le genre de société que nous désirons fonder. On a calculé qu'à la fin de ce siècle, la population de l'Afrique dépassera probablement cinq cents millions.

Notre continent nous donne le second territoire du monde (en étude). Les richesses naturelles de l'Afrique passent pour être supérieures à celles de presque n'importe quel autre continent. Pour tirer le maximum de nos ressources actuelles et potentielles, en vue de l'abondance et d'un bon ordre social, nous devons unir nos efforts, nos ressources, nos compétences et nos intentions.

Nous devrons tirer une leçon de l'Europe, par contraste. Cultivant par trop ses nationalismes exclusifs, elle a sombré, après des siècles de guerres entrelardées d'intervalles de paix instable, dans un état de confusion, simplement parce qu'elle n'est pas parvenue à se donner une saine base d'association politique et de compréhension. Ce n'est que maintenant que, poussée par la nécessité économique et la menace de la réhabilitation industrielle et militaire de l'Allemagne, l'Europe tente (sans succès) de trouver un moyen de parer au danger. On espère, ce qui est une illusion, que la Communauté européenne accomplira le miracle. Il a fallu deux guerres mondiales et l'effondrement de plusieurs empires pour que les Européens admettent l'idée, encore incomplètement digérée d'ailleurs, que l'union fait la force.

VISIT…

LANZAROTE Caliente.com



Tandis que nous, les Africains, pour qui l'unité est le but suprême, nous efforçons de concerter nos efforts dans ce sens, les néo-colonialistes font tout pour les rendre vains en encourageant la formation de communautés fondées sur la langue des anciens colonisateurs.

Nous ne pouvons nous laisser ainsi diviser et désorganiser. Le fait que je parle anglais ne fait pas de moi un Anglais. De même, le fait que certains d'entre nous parlent français ou portugais ne fait pas d'eux des Français ou des Portugais. Nous sommes des Africains et rien que des Africains, et nous ne pouvons poursuivre notre intérêt qu'en nous unissant dans le cadre d'une Communauté africaine. Ni le Commonwealth ni une Communauté franco-africaine ne peuvent la remplacer.

Pour nous, l'Afrique est Une, îles comprises. Nous rejetons l'idée de toute espèce de séparation. Du Cap à Tanger ou au Caire, de Cape Guardafui aux îles du Cap Vert, l'Afrique est une et indivisible.

Je sais que, quand nous parlons d'union politique, ceux qui nous critiquent se hâtent de faire remarquer que nous tentons de nous imposer comme chef aux autres pays et d'annuler leur souveraineté. Mais les nombreux exemples d'union que nous avons cités ont montré que l'égalité des États est jalousement gardée dans chaque constitution et que la souveraineté est maintenue. Il y a des différences dans les pouvoirs attribués au gouvernement central ou laissés aux États, ainsi que dans les fonctions de l'exécutif, du législatif ou du judiciaire. Toutes ces constitutions confient à la fédération le commerce et l'économie politique. Toutes sont laïques, pour que la

religion n'intervienne pas dans les nombreux problèmes qu'impliquent le maintien de l'unité et la poursuite du plus grand progrès possible.

Nous autres Africains, qui poursuivons actuellement notre unité, sommes parfaitement conscients de la validité de notre intention. Nous avons besoin de la force de nos populations et de nos ressources mises en commun pour nous garder du danger très réel du colonialisme, qui revient sous des formes déguisées. Nous en avons besoin pour combattre les forces installées dans la place, qui divisent notre continent et retiennent encore nos frères par millions. Nous en avons besoin pour assurer la libération totale de l'Afrique. Nous en avons besoin pour faire avancer notre construction d'un système économique et social qui maintiendra la grande masse de notre population en augmentation croissante, à un niveau de vie comparable à celui des pays les plus avancés.

Mais nous ne pouvons pas mobiliser nos ressources actuelles et potentielles sans un effort concerté. Si nous développions nos possibilités humaines et matérielles en groupes isolés, notre énergie ne tarderait pas à se dissiper en concurrence interne. Les frictions économiques qui nous opposeraient aboutiraient certainement à de graves rivalités politiques, comme celles qui, pendant tant d'années, ont freiné l'avance de l'Europe sur la voie du progrès.

Actuellement, la plupart des États indépendants d'Afrique vont dans un sens qui nous fait courir les dangers de l'impérialisme et du néo-colonialisme. Nous avons donc besoin d'un fondement politique commun pour l'unification de nos politiques de planification économique, de défense, et de relations diplomatiques avec l'étranger. Il n'y a pas de raisons pour que cette base d'action politique empiète sur la souveraineté fondamentale des divers pays d'Afrique. Ils continueraient d'exercer leur autorité indé- pendante, sauf dans les domaines réservés à l'action commune, dans l'intérêt de la sécurité et du développement ordonné du continent entier.

J'estime donc qu'une Afrique unie (entendons : unie politiquement et économiquement, sur l'ensemble du continent) poursuivrait les trois objectifs que voici :

Tout d'abord, nous aurions une planification économique générale, à l'échelle continentale. Cela accroîtrait la puissance économique industrielle de l'Afrique. Tant que nous restons balkanisés, régionalement ou territorialement, nous sommes à la merci du colonialisme et de l'impérialisme. Tout le monde peut, sur ce point, prendre modèle sur les USA, en les comparant aux républiques sud-américaines.

Les ressources de l'Afrique peuvent être utilisées aux mieux des intérêts de tous, à condition d'entrer dans le cadre général d'un développement planifié à l'échelle continentale. Un tel plan, couvrant toute une Afrique unie, accroîtrait notre puissance économique et industrielle. Nous devrions donc penser sérieusement, dès maintenant, aux voies et moyens de construire un Marché commun de l'Afrique unie, et de ne pas nous laisser séduire par les douteux avantages d'une association avec le « Marché commun » des Européens. Nous autres Africains avons trop longtemps attendu le développement de notre économie et de nos moyens de transport. Commençons à chercher en nous-mêmes la solution de tous les aspects de notre développement. Nos moyens de communications ont été conçus, au temps du colonialisme, pour exporter en direction de l'Europe et d'ailleurs, et non pour relier de plus en plus nos villes. L'unité politique

nous donnerait le pouvoir et la volonté de changer tout cela. Nous avons des ressources agricoles, minérales et hydrauliques inouïes. Ces réserves presque fabuleuses ne peuvent être pleinement exploitées et utilisées dans l'intérêt de l'Afrique et du peuple africain que si nous les développons dans le cadre d'un gouvernement unifié des États africains. Un tel gouvernement aura besoin d'avoir une monnaie unique, une zone monétaire et une banque centrale d'émission. Les avantages de cette organisation financière et monétaire seraient inestimables, car les transactions entre nos divers États seraient facilitées, et l'activité financière en général, rendue plus rapide. On ne peut se passer de battre monnaie si l'on veut réorienter l'économie de l'Afrique et la mettre hors d'atteinte de la domination étrangère.

En second lieu, nous poursuivrions l'unification de notre stratégie militaire et de défense. Je ne vois pas l'intérêt de faire des efforts chacun de son côté pour entretenir d'importantes forces armées qui, de toutes façons, seraient inefficaces en cas d'attaque sérieuse d'un État particulier. Si l'on examine ce problème avec réalisme, on pourra se poser cette question pertinente : quel État d'Afrique peut aujourd'hui défendre sa souveraineté contre un agresseur impérialiste ? À cet égard, il faut noter que les leaders anti-apartheid ont déclaré que l'Afrique du Sud est en train de se construire un vaste appareil militaire, doté des dernières armes de destruction, en vue d'anéantir le nationalisme en Afrique. Et ce n'est pas tout : il y a de fortes raisons de soupçonner que certains gouvernements d'Afrique sont déjà entrés dans la dangereuse course aux armements et sont en train de s'armer jusqu'aux dents. Leurs activités militaires constituent une menace sérieuse non seulement pour la sécurité de l'Afrique, mais aussi pour la paix du monde. Si ces rapports sont exacts, seule l'unification de l'Afrique peut empêcher l'Afrique du Sud et les gouvernements en question de parvenir à leurs fins diaboliques.

Si nous ne nous unissons pas et ne combinons pas nos ressources militaires pour la défense commune, les États particuliers, se sentant en danger, risquent d'être entraînés à conclure des pactes avec les Puissances étrangères, pactes qui nous mettront tous en danger.

Ce problème a aussi un aspect financier. L'entretien d'une grande force militaire impose une lourde charge, même aux États les plus riches. Pour de jeunes États africains, qui ont grand besoin de capitaux pour leur développement intérieur, il est ridicule (c'est même une manière de suicide) que chaque État porte individuellement cette charge, alors qu'elle peut si aisément être allégée quand on la partage. Une tentative a déjà été faite par les pays de Casablanca et l'Union afro-malgache, en vue d'une défense commune, mais combien une telle union ne serait-elle pas meilleure et plus forte si, au lieu de deux timides essais, il y avait un état-major africain groupant toutes les armes (terre, air et mer).

Le troisième objectif dont nous parlions dépend des deux premiers. Si nous instituions une organisation commune de planification économique et mettions nos armées en commun, il faudrait que nous adoptions une politique étrangère et une diplomatie communes, afin de donner une direction politique à nos efforts conjoints en vue de la protection et du développement économique de notre continent. En outre, il y a soixante et quelques États en Afrique, dont trente-deux sont actuellement indépendants. La charge d'une représentation diplomatique distincte pour chaque État sur le continent lui-même serait écrasante, sans parler de la représentation hors d'Afrique. Le besoin d'une politique étrangère commune, qui nous

permettrait de parler avec une seule voix dans les assemblées internationales, est si évident, vital et impérieux, que ce point se passe de commentaires.

Je suis sûr qu'il est possible d'établir une constitution applicable à notre situation particulière, et ne reprenant pas nécessairement le cadre des constitutions qui existent en Europe, en Amérique ou ailleurs ; cela nous permettrait de poursuivre les objectifs que j'ai définis, tout en préservant dans une certaine mesure la souveraineté de chacun des États de l'Union africaine.




Pour commencer, nous pourrions avoir une constitution à l'intention des États qui accepteraient de constituer un noyau, en laissant la porte ouverte à tous ceux qui désireraient se fédérer ou obtiendraient la liberté qui lui permettrait de le faire. Ce texte pourrait être amendable à n'importe quel moment où l'ensemble de l'opinion le jugerait bon. Peut-être pourrait-on donner une expression concrète à nos idées actuelles en instituant un parlement continental à deux chambres, dont l'une repré- senterait la population et discuterait des nombreux problèmes auxquels l'Afrique doit faire face ; et l'autre, qui assurerait l'égalité des États, sans considération de taille ni de population, chacun d'eux y envoyant le même nombre de délégués, formulerait une politique commune dans tous les domaines qui concernent la sécurité, la défense et le développement de l'Afrique. Par l'intermédiaire d'un comité choisi à cet effet, ce parlement

pourrait examiner les solutions possibles aux problèmes de l'union et donner à la constitution une forme plus définitive, acceptable pour tous les États indépendants.

La survie de l'Afrique libre, les progrès de son indépendance et l'avance vers l'avenir radieux auquel tendent nos espoirs et nos efforts, tout cela dépend de l'unité politique.

Si la majeure partie de l'Afrique était politiquement une, il pourrait se créer une Afrique unie, grande et puissante, où les frontières territoriales qui nous restent de l'époque coloniale seraient désuètes et inutiles, et qui travaillerait à une mobilisation complète et totale de l'organisme de planification économique, sous une direction politique unifiée. Les forces qui nous unissent sont plus grandes que les difficultés qui nous divisent à présent, et notre but doit être de rendre l'Afrique digne, moderne et prospère.

Il est donc prouvé que l'unité continentale de l'Afrique est indispensable si nous voulons aller vers la réalisation de nos espoirs et de notre plan : créer une société moderne qui donnera à notre peuple la possibilité de vivre une vie pleine et satisfaisante. Les forces qui nous unissent sont internes et plus grandes que les influences extérieures qui nous séparent. Ce sont elles que nous devons mobiliser et cimenter pour le bien des millions d'êtres qui nous font confiance et attendent de nous, leurs chefs, que nous les tirions de la pauvreté, de l'ignorance et du désordre laissés par la colonisation, pour leur donner l'abondance et l'unité ordonnée dans lesquelles la liberté et l'amitié peuvent s'épanouir.

Tel est le défi que la destinée a jeté aux dirigeants de l'Afrique. C'est à nous de saisir cette occasion magnifique de prouver que le génie du peuple africain peut triompher des tendances séparatistes pour devenir une nation souveraine, en constituant bientôt, pour la plus grande gloire et la prospérité de son pays, les États-Unis d'Afrique. »

### Source :

Nkrumah, K., *L'Afrique doit s'unir*, Ed. Payot, 1964, p. 248-254.